

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 6 JUILLET 2007
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
À COMPTER DU 1^{ER} JUILLET 2007
(POITOU-CHARENTES)
NOR : *ASET0750887M*
IDCC : 1597

Entre :

La fédération française du bâtiment Poitou-Charentes ;
Les fédérations départementales du bâtiment du Poitou-Charentes ;
Les CAPEB départementales du Poitou-Charentes ;
La fédération régionale des SCOP du BTP Poitou-Charentes,

D'une part, et

Le syndicat FO ;
La CFE-CBC BTP ;
La CFTC ;
La CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII chapitre I de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du

bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Poitou-Charentes.

Article 2

Pour la région Poitou-Charentes, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article VIII-18 de la convention collective nationale précitée, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

ZONES	INDEMNITÉ de repas	INDEMNITÉ de transport	INDEMNITÉ de trajet
Zone 1 a (0 à 5 km)	7,90	0,58	0,55
Zone 1 b (5 à 10 km)	7,90	1,26	0,89
Zone 2 (10 à 20 km)	7,90	2,50	1,76
Zone 3 (20 à 30 km)	7,90	3,86	2,86
Zone 4 (30 à 40 km)	7,90	5,65	3,95
Zone 5 (40 à 50 km)	7,90	7,73	5,29

Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application à compter du 1^{er} juillet 2007.

Article 4

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 et 2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction des relations du travail, dépôts des accords collectifs à Paris 15^e et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Niort.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Article 6

Il est précisé que l'ouvrier qui travaille dans la zone 1 a et qui bénéficie en milieu de journée d'un temps de pause au moins égal à 1 h 15 est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle. Dans le cas contraire, il convient, afin de bénéficier de l'indemnité de repas, qu'il en rapporte la preuve par tous moyens à sa disposition.

Fait à Niort, le 6 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)